L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, 4 FEVRIER 1892.

PETITES ANNONCES.

DIVERS.

F. LAUDUBISEY & CO., Imprimeurs, No 22 rue de l'Union entre Carondelet et St-Charles, Nouvelle Orléans, Louisiane.

Etiquettes de Pharmacien, imprimées et couvertes depuis 25c. le mille. 12 mars—1 an

LE prix le plus élevé payé pour des meubles et antiques, pianos, desks, comptoirs, vitrines, les contenus de résidences 40 rue Royale. 17 oct—1Y

DEMANDES D'EMPLOI.

UN jeune homme Français, bachelier ès lettres de la Faculté de Toulouse désirerait occuper un emploi de précepteur ou de maître répétiteur de leçons de français, se rendirait à domicile; accepterait également un emploi dans les bureaux ou de vendeur dans de livres. Excellentes références. S'adresser aux initiales A. L., rue Madison, 11. 4 fév—1f

DEMANDES.

ON demande Dun atique de maison. S'adresser 55 rue Nord Rampart, entre Conti et Bienville. 31 jan—7f

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE CONSTABLE.

L. L. Levy, Agent, N. A. Cotton vs Mme Ann Keenan Mme Ellen John, intervenante.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA NOUvelle-Orléans. No 19,563—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable H. H. Price, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'encan public devant la porte du No 27 rue Lafayette, entre St-Charles et Carondelet, le MARDI 9 février 1892, à midi de la propriété ci après décrite, à savoir :

Un lot de meubles de maison d'après un inventaire enregistré au mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant sur les lieux.

M. FARRENTELLI,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

30 jan—30—fév 4 9

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Catherine Leithman, veuve de John A. Hubr.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,340—Division L—Attendu que Conrad Leithman a présenté requête à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Catherine Leithman, veuve de John A. Hubr, de son intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à s'opposer dans les dix jours de la date de la présente, si le cas le requiert, à ce que ladite demande soit faite droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
4 fév—4 9 13 Greffier.

Succession de Frederick Good.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,341—Division L—Attendu que John B. Vinet, administrateur de la succession de cette personne a présenté requête à la Cour à l'effet d'obtenir l'autorisation de vendre, par vente publique, les biens de feu Frederick Good, décédé en cette ville, par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours de la date de la présente, si le cas le requiert pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
2 fév—3 7 12 Greffier.

Succession de George Dredelet.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,433—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans dix jours qui suivront la présente notification les raisons qu'ils en ont pour empêcher le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur public et administrateur de cette succession, ne soit pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
janv 30—3)—fév 4 7 Greffier

Succession de Catherine Tenvers, veuve de Terrence Doyle.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,529—Division —. Ordre de Cour.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons qu'ils en ont pour lesquelles le compte présenté par Elvon O'Keefe, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
30 jan—30—fév 4 7 Greffier.

Succession de Dewitt C. Kells.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans No 34,436—Division —. Attendu que Charles H. Kells a présenté requête à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Dewitt C. Kells, de son intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
27 jan—27 31—5 fév Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS.

E. Marquese & Co., vs leurs créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 33,349—Division L—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons qu'ils en ont pour lesquelles la compte provisoire présenté par Wesley E. Lanfranchi, Alcide Bouligny et Jules Bouligny syndics des créanciers de cette affaire, ne serait pas approuvés et homologués et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour

E. A. LUMINAIS,
30 jan—30—fév 4 7 Greffier.

[Signé] M. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
30 jan—31 au 15 fév

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,204—Division D.—Carlos Madavil vs ses Créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des créanciers de Carlos Madavil, insolvable soit convoquée et tenue pardevant James Simonin, notaire, en son bureau, No 25 rue Carondelet, en cette ville, le MARDI, 16me jour de février 1892, dans le but de considérer et de décider sur le pour et sur le non, les termes et les conditions de la vente des propriétés foncières rendues dans cette affaire et pour voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises.

Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1892.

[Signé] M. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
16 jan—4f au 15 fév

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,733 — Division A — Henry E. Gautreaux vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—La cession des biens du pétitionnaire Henry E. Gautreaux est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et est par le présent ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant W. O. Hart, notaire, en son bureau, No 57 rue Carondelet, en cette ville, le 25me jour de Janvier 1892, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur l'application du susdit pétitionnaire pour un répit et que dans l'intervalle ordre soit donnée à tous procès contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendus, et que Branch K. Miller avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouv.-Orléans, 19 décembre 1891.

[Signé] S. H. RIGHTOR, Juge

Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député Greff
7 janv— 3f en 30)

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,204—Division D—Carlos Madavil vs ses Créanciers.—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers de Carlos Madavil, insolvable soit convoquée et tenue pardevant James Simonin, notaire, en son bureau, No 25 rue Carondelet, en cette ville, le MARDI, 16me jour de février 1892, dans le but de considérer et de décider sur le pour et sur le non, les termes et les conditions de la vente des propriétés foncières rendues dans cette affaire et pour voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises.

Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1892.

[Signé] M. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
16 jan—4f au 15 fév

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,733 — Division A — Henry E. Gautreaux vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—La cession des biens du pétitionnaire Henry E. Gautreaux est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et est par le présent ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant W. O. Hart, notaire, en son bureau, No 57 rue Carondelet, en cette ville, le 25me jour de Janvier 1892, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur l'application du susdit pétitionnaire pour un répit et que dans l'intervalle ordre soit donnée à tous procès contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendus, et que Branch K. Miller avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouv.-Orléans, 19 décembre 1891.

[Signé] S. H. RIGHTOR, Juge

Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député Greff
7 janv— 3f en 30)

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 34,204—Division D—Carlos Madavil, insolvable vs ses Créanciers—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers de Carlos Madavil, insolvable soit convoquée et tenue pardevant James Simonin, notaire, en son bureau, No 25 rue Carondelet, en cette ville, le MARDI, 16me jour de février 1892, dans le but de considérer et de décider sur le pour et sur le non, les termes et les conditions de la vente des propriétés foncières rendues dans cette affaire et pour voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises.

Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1892.

[Signé] M. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
16 jan—4f au 15 fév

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 9 FEVRIER—CLASSE No 126
Tirage de 4 heures P. M.

39	41	49	51	45	78	36	62	32	44	14	27	61	32

Les tirages ci dessus, publiés dans tous les principaux journaux, se font en public et journellement dans les salons de la Compagnie.

En témoignage nous apposons notre signature.
Ce 9 février 1892—4 heures P. M.

J. A. A. ROUSSEAU.
DAN. A. WILSON.
Commissaires.

☞ Les plans de nos tirages quotidiens peuvent être vus en tout temps dans toutes les villes connues.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et sa franchise a été rendue comme faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à un seul numéro ont lieu tous les autres dix mois de l'année, et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique à la Nouvelle Orléans.

Reconnuée depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestés ainsi qu'il suit :

Nous désignons par les présentes, qui nous reconnaissons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis à vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat auquel nous joignons la fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. Ewell
COMMISSAIRES.

Nous soussignés, Banques et Banquiers pairs font foi de gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane qui seront présentés à nos comptoirs.

R. W. WALMSLEY, Pres. La Nat. Bank
E. A. CANAL, Pres. Metropolitan Nat. Bank.
A. BALDWIN, Pres. N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Pres. Union Nat. Bank

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE ORLEANS,

MARDI, 9 FEVRIER 1892.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS

1 Lot de	$300,000, sont	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
1 Lot de	10,000,	10,000
5 Lots de	5,000,	25,000
10 Lots de	1,000,	10,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de	$500, sont	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, sont	$99,900
999 Lots de	$100,	99,900

2,134 Lots se montant à.....$1,054,600

PRIX DU BILLET:

Entier, $20; Demi, $10; Quart, $5; Dixième, $2; Vingtième, $1.

Prix pour les clubs, 35 fractions de billets de $1 pour $30.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquels nous paierons tous les frais et nous payons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les DIXIÈMES DE 1 0TS, envoyés à nos correspondants.

Adresses à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant le service de la malle à TOUTRAILE Loteries, nous avons servi nos Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots, jusqu'à ce que les Tribunaux aient décidé si ces lois sont Constitutionnelles d'Etats. Les autorités postales ont maintenant continueront à livrer toutes lettres ORDINAIRES adressées à Paul Conrad mais ne lui feront pas parvenir les lettres ENREGISTRÉES à son adresse.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage au nombre voulu, par Express, sans frais aucuns.

ATTENTION.— La Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane a décidé le 27 avril 1891 que la question de maintenir la loterie en opération jusqu'en 1919 serait soumise au vote du peuple de ces Etats à une élection qui aura lieu en avril 1892, ainsi qu'il en a été décidé par la Législature de l'année dernière.

1. élection. Si cette élection est en faveur du dit ordre et à la dite décision de la Cour Suprême dans le mois d'avril de l'année prochaine décidera finalement et la loterie restera en force jusqu'après le 1er janvier 1895, ou continuera de tirer jusqu'au 1er janvier 1919.

QU'ELLES QUE SOIENT LES CIRCONSTANCES la Loterie continuera ses tirages jusqu'au 1er janvier 1895.

Il y a tant de systèmes infâmes et malhonnêtes à rendre sur le mandat pour tromper les vendeurs reçoivent d'énormes commissions, que les acheteurs doivent y faire attention, et à ne bien regarder aux signatures. LES BILLETS DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE et pas d'autres, n'ont aucune chance de lot mandaté.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de Vins de la Californie et d'Ohio, etc.

J. C. Anselmo vs Parrigiani et Carbinalli.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 33,879—En vertu d'un ordre de vente émis le 28 janvier 1892, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'encan public à la Bourse des Exécuteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et la Commercial Place dans le Premier District de cette ville, le MARDI 27 février 1892, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :

Une certaine portion de terre, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, située dans le septième district de cette ville dans l'île St Roch, connue sous le No 1 de la section quinzaine deux pieds six pouces de profondeur entre lignes égales et parallèles et forme le coin de l'avenue St Charles et de la rue Washington.

Saisi dans l'affaire ci dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux

Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

26 jan—26—fév 2 9 16 23 27

LETTRE DE SON EMINENCE LE CARDINAL GIBBONS.

RESIDENCE DU CARDINAL,
Baltimore, Md., 11 janvier 1892.

MON CHER MONSIEUR: A propos de notre conversation de ce matin et restant de côté tout aspect politique de la question, je désire vous exprimer l'espoir que les citoyens de cet Etat comme vous font opposition au renouvellement de la charte de la Loterie de la Louisiane, auront pour résultat la suppression du mal dont souffre maintenant le bel état de la Louisiane.

J'apporte de tout cœur tout mouvement en faveur de la moralité publique. La vertu et de la l'honnêteté et il me semble que la question—la Loterie de la Louisiane continuera-t-elle sous la protection de la loi son commerce scandaleux et est éminemment une question de moralité et de vertu. Les opérations de la compagnie tendent par réalité à enrichir quelques individus aux dépens et par la misère d'un grand nombre, à tarder les pauvres et ceux qui ne peuvent guère mieux se pourvoir de gagailler leurs gains—le seul soutien de mères, de femmes et des enfants qui dépendent d'eux—dans l'espoir vain et trompeur, vrai supplice de Tantale, de devenir un jour possesseur d'un numéro gagnant, et l'on sait, malgré toutes les faveurs dont a conduit beaucoup de gens au vol et à la maison bâtesse afin d'obtenir une autre chance d'acheter un autre billet. Un semblable état de choses est évident, manifeste, inévitable et dont l'influence est de l'effet d'encourager une classe de gens sans scrupules et ignorantes de notre population en elle-même naturellement trouver son principal soutien".

Mon ministère et ma position, dit il, m'ont pas procuré des occasions nombreuses d'exercer l'influence morale qu'elle exerce sur tous ses gens. En leur présentant l'espoir d'une fortune soudaine à laquelle ils n'ont aucun part, sans s'consacrer aucun temps ni aucun travail, elle les tente constamment à l'oisveté et à la malhonnêteté jusqu'à ce qu'ils soient perdus pour leur église pour leurs familles et pour la société. Nous pouvons exprimer pour moi dans l'Ame *Lottie* la plus grande joie quand cette loterie aura mis fin à ses déprédations.

Sincèrement à vous,
JAMES CARDINAL GIBBONS.

Sa Grandeur l'Evêque Durier, de Natchitoches.

(Une Entrevue.)

Quand on lui demanda s'il avait lu la lettre du Cardinal Gibbons, et s'il approuvait il dit : "Oui, j'ai lu la lettre du Cardinal, et je dis que les sentiments qu'elle contient". Il ajouta le nouvel une longue discussion du sujet, que les objections à la proposition de la loterie sont trop nombreuses à mentionner, mais il n'a semble que la principale objection vient de l'influence et de l'effet démoralisateur sur les classes pauvres et ignorantes de notre population où elle doit